



Persée

<http://www.persee.fr>

Conditions d'émergence de la Confédération paysanne et conditions de production d'une nouvelle idéologie paysanne : éléments pour une socio-histoire du mouvement progressiste paysan

Samuel Deguara

Deguara Samuel. Conditions d'émergence de la Confédération paysanne et conditions de production d'une nouvelle idéologie paysanne : éléments pour une socio-histoire du mouvement progressiste paysan. In: Quaderni. N. 56, Hiver 2004/2005. Agriculture et technologies. pp. 71-83.

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

conditions
d'émergence de
la Confédération
paysanne et
conditions
de production
d'une nouvelle
idéologie
paysanne :
*éléments pour une
socio-histoire
du mouvement
progressiste paysan*

Samuel
Deguara

*Chargé d'enseignement
Université de Versailles - St Quentin-
en-Yvelines et IEP d'Aix en Provence*

En 1970, paraissait aux éditions du Seuil *Les Paysans dans la lutte des classes*, ouvrage de Bernard Lambert, syndicaliste paysan de Loire-Atlantique, et préfacé par Michel Rocard, à l'époque secrétaire national du PSU. Deux ans après Mai 1968, Bernard Lambert dénonçait le "mythe de l'unité du monde paysan"¹ et le processus de prolétarianisation dans lequel se trouvaient engagés les agriculteurs, devenus de "nouveaux prolétaires". Ceux-ci n'avaient d'autre solution, d'après Lambert, que de s'unir avec les ouvriers pour mettre un terme à leur exploitation par le capitalisme agro-industriel. Aujourd'hui, plus de trente ans après et alors que le monde paysan traverse une nouvelle crise, le Centre d'Histoire du Travail de Nantes a réédité en juin 2003 *Les Paysans dans la lutte des classes* avec un avant-propos de José Bové, à l'époque porte-parole de la Confédération paysanne (CP).

L'ouvrage militant de Bernard Lambert a longtemps constitué une expertise de référence pour toute une génération de dirigeants paysans appartenant à ce que les observateurs du secteur agricole appellent le "mouvement progressiste paysan", et qui s'entend comme le syndicalisme d'opposition à celui, majoritaire², que représentent la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et son satellite le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), devenu en 2001 Jeunes agriculteurs. À l'intérieur du seul champ syndical, la notion de "mouvement progressiste paysan" s'avère désormais moins pertinente du fait d'une accentuation de la tendance à la bipolarisation syndicale selon le dualisme FNSEA/CP. Désormais, le pôle progressiste du champ syndical s'organise essentiellement autour de la seule CP et non plus

autour d'un mouvement progressiste regroupant l'ensemble des forces syndicales minoritaires et d'opposition à la FNSEA, comme ce fut le cas jusqu'à la fin des années 1980. Aujourd'hui, cette logique de bipolarisation relative³ et inégalitaire (pôle dominant contre pôle dominé) se donne à voir (surtout dans les médias) par l'opposition renforcée entre FNSEA et CP, traduisant ainsi un dualisme de la représentation syndicale et un dualisme des agricultures (agriculture raisonnée contre agriculture paysanne). Si la CP de José Bové des années 1990 et 2000 incarne seule le "*mouvement progressiste paysan*" auquel a appartenu, dans les années 1970 et 1980, Bernard Lambert, ce n'est pas uniquement parce qu'elle constitue l'opposition au syndicalisme dominant de la FNSEA, mais d'abord parce qu'elle est le produit de ce mouvement progressiste.

Malgré une configuration du monde paysan différente de celles des années 1970, de nombreux responsables et militants de la CP se revendiquent aujourd'hui encore comme les héritiers⁴ de Bernard Lambert. Certains ont milité à ses côtés dans des organisations syndicales et/ou politiques. D'autres, comme José Bové, l'ont rencontré pour la première fois durant l'été 1973 sur le Larzac au moment des manifestations contre l'extension du camp militaire. L'été 2003 a été l'occasion pour la CP de commémorer ces manifestations en organisant, sur le Larzac, des forums contre l'Organisation mondiale du commerce, s'inscrivant une fois de plus dans la filiation de Bernard Lambert. Pour ceux des militants de la CP, arrivés plus tard au sein du syndicalisme progressiste ou qui appartiennent à une génération qui n'a pas pu connaître Lambert, disparu accidentellement en 1984, la CP a produit

des publications⁵ dans lesquelles elle raconte son "histoire officielle" et revendique l'héritage⁶ des luttes syndicales menées par les différentes organisations de Lambert.

Bien que la CP de 2004, comme celle de 1987, soit différente dans son fonctionnement, sa composition et ses revendications des organisations syndicales qualifiées de "*progressistes*" qui l'ont précédée, elle s'inscrit davantage, d'un point de vue sociologique, dans une continuité qu'elle ne marque une rupture. La naissance de la CP en 1987 aux Assises paysannes de Bondy n'est pas simplement le résultat de la fusion de deux organisations syndicales en situation de crise. Son émergence autour d'un projet novateur nommé "*agriculture paysanne*" relève d'un long et complexe "*processus social progressif et non programmé*" (Elias) qui doit être compris comme le produit d'activités et de pratiques sociales. Ce processus socio-historique débute avec l'apparition des premières dissidences du syndicalisme majoritaire de la FNSEA et de son satellite CNJA. Aussi, reconstituer ce processus de continuité revient à étudier les conditions d'émergence de la CP, elles-mêmes concomitantes et directement liées aux conditions de production d'une *nouvelle idéologie paysanne*, laquelle a aujourd'hui pénétré l'ensemble du champ agricole en se diffusant du pôle dominé vers le pôle dominant.

Évolution du champ syndical et recompositions du pôle progressiste

Depuis la mise en place d'une politique agricole de modernisation⁷, l'apparition et la reproduction du syndicalisme progressiste, à travers des

organisations successives, n'ont de sens que dans une stratégie de distinction⁸ par rapport au syndicalisme majoritaire. Aussi, peut-on constater que jusqu'au début des années 1980 la majorité des acteurs du mouvement progressiste est issue du syndicalisme dominant, selon un processus de fractionnement, assez proche de celui rencontré dans le syndicalisme ouvrier. Toutes les organisations minoritaires successives qui contestent le monopole de la représentation syndicale de la FNSEA et du CNJA sont issues de ce syndicalisme majoritaire. *“Les scissions aboutissent à la création de nouvelles organisations plus homogènes dans la mesure où elles expriment une meilleure adéquation entre un espace géographique et une couche sociale déterminée d'agriculteurs”*⁹. Jusqu'à la fin des années 1970, le courant progressiste se compose du MODEF, des Paysans Travailleurs (PT) et de l'Inter-région respectivement proches du PC, du PSU et de la Gauche ouvrière et paysanne, du Parti socialiste. Progressivement, *“l'univers syndical se structure en deux pôles extrêmes représentés par la FNSEA et le Mouvement des Paysans Travailleurs. Tout, en effet, oppose la FNSEA et les PT : la vision de l'agriculture, les relations aux pouvoirs publics, la conception du syndicalisme”*¹⁰. L'Inter-région et le MODEF se situent dans *“l'espace intermédiaire”* entre les deux pôles où *“ils sont structurellement et idéologiquement plus mobiles”*. Les PT vont conquérir le leadership de la lutte contre le monopole syndical d'une FNSEA pratiquant la cogestion de type néo-corporatiste avec les partis de droite¹¹ au pouvoir, et vont incarner le pôle hétérodoxe du champ syndical, celui de la contestation au syndicalisme dominant, en liaison avec une forte politisation issue de

l'extrême-gauche d'après 1968 : les interactions entre champ politique et champ syndical sont très fortes et la politique agricole comme les projets syndicaux se pensent en des termes empruntés aux idéologies politiques.

Durant les années 1980, le mouvement progressiste paysan se dépolitise pour produire une nouvelle idéologie paysanne, alternative au productivisme prôné par la FNSEA, passant de la simple dénonciation d'un modèle d'agriculture à la proposition d'un nouveau modèle. C'est dans un contexte de crise des politiques agricoles que prend forme le projet d'agriculture paysanne, porté par la CP émergente et supposant une conversion des acteurs syndicaux à la nouvelle idéologie : *“c'est à partir du début des années 1980 que l'alternative a pris le relais de l'autogestion comme terme emblématique, pour une partie de l'extrême-gauche française en quête d'un renouvellement”*¹².

1945-1965 : trajectoires communes au sein de la JAC, du CNJA et de la FNSEA

Dès le début du XX^e siècle, des syndicats agricoles de gauche refusent l'agrarisme, attachement sentimental à la terre selon lequel tous les paysans ont les mêmes intérêts. Mais, ce n'est qu'à partir de 1959 que la FNSEA, dirigée depuis 1945 par des syndicalistes proches de la droite, est contestée dans son monopole de la représentation des intérêts agricoles par un courant animé par des militants du PC : le MODEF est né de l'union de FDSEA exclues de la FNSEA. Il est la seule forme de remise en question du discours de la FNSEA, jusqu'à ce qu'une génération de jeunes syndicalistes conteste leurs

aînés. Formés dans les années 1950 à la Jeunesse agricole catholique, puis chrétienne (JAC), ces jeunes paysans plaident pour la modernisation des campagnes¹³, le départ des paysans archaïques et la parité sociale pour ceux qui choisissent de travailler la terre. Pour faire avancer ces revendications, la direction de la JAC s'empare du CNJA. C'est cette génération de "jacistes" que l'on retrouve quelques années plus tard aux commandes de la FNSEA, avant que d'autres, également passés par la JAC ne contestent à leur tour la nouvelle FNSEA. Autrement dit, les dirigeants modernistes de la FNSEA comme les dirigeants des organisations paysannes progressistes ont eu des débuts de trajectoires identiques (apprentissage au sein de la JAC, du CNJA et de la FNSEA). Ce n'est que devant les premiers dégâts de la modernisation que les itinéraires syndicaux vont commencer à se séparer¹⁴.

1965-1968 : premières contestations de l'intérieur

Dès 1965 et avec plus de vigueur après 1968, un mouvement de contestation se met en place à l'intérieur de la FNSEA. Il remet en cause la politique agricole issue de la cogestion avec le pouvoir gaulliste : agrandissement et réorganisation des exploitations, accroissement de la production et de la productivité. C'est cette vision d'une agriculture moderne, incarnée par la figure de l'exploitant agricole, qu'expose en 1963 Michel Debatisse, président du CNJA, dans *La Révolution silencieuse*¹⁵. Dans le même temps, des "agriculteurs modernistes dotés d'une formation professionnelle de haut niveau, porteurs de l'éthique et de la pratique jaciste"¹⁶

prennent conscience des conséquences de cette politique : diminution du nombre d'agriculteurs, diminution de leurs revenus, accroissement des inégalités, endettement, surproduction. Ils sont d'autant plus déçus qu'ils ont adhéré au discours dominant fondé sur l'émulation professionnelle et ont cru à la transformation du monde rural par son agriculture. "Dès 1966, des remous apparaissent au sein de CDJA peu à peu regroupés en comité de liaison Interrégions à l'intérieur des structures officielles. Il s'agit de faire triompher à l'intérieur des CDJA une tendance travailleur fondée sur deux ruptures par rapport à la ligne officielle du CNJA : l'action syndicale n'est pas une négociation, mais le résultat d'un rapport de force favorable aux travailleurs, l'unité paysanne est un mythe en raison des clivages entre agriculteurs"¹⁷. En 1968, ils échouent de peu dans leur tentative de faire élire Bernard Thareau¹⁸ à la présidence du CNJA. Pour René Bourrigaud, ancien de la GOP et proche du courant progressiste, "la crise de mai 68 [a été] le symptôme et l'accélérateur"¹⁹ de ce mouvement de contestation de la politique de cogestion.

1968-1976 : effervescence idéologique et rupture syndicale

Les contestataires se concentrent dans l'ouest de la France, où la modernisation a été très encouragée, et se retrouvent à l'intérieur de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'ouest (FRSEAO) qui devient une tribune d'opposition interne à la FNSEA. Elle propose une répartition de la production autour d'un quantum financier. En 1970, son secrétaire général publie *Les paysans dans la lutte des*

classes : selon Bernard Lambert, les paysans doivent adopter une stratégie de lutte plutôt que défendre un corporatisme fondé sur le mythe d'une paysannerie unitaire. Pour Bertrand Hervieu, *"la publication de ce livre symbolise bien la pénétration du gauchisme dans le mouvement syndical agricole"*²⁰.

Lors du 12^e congrès du CNJA, les 5 et 6 juillet 1970 à Blois, deux rapports d'orientation s'opposent : celui de Louis Lauga, membre du bureau national du CNJA, intitulé *L'agriculteur et la société industrielle : le rôle du CNJA*, et celui d'Antoine Richard, président du CRJA de Rhône-Alpes, intitulé *Pour un syndicalisme de travailleurs*. Lauga opte clairement pour l'unité syndicale : *"Il faut une fois pour toutes que le CNJA exorcise la tentation révolutionnariste qui est une perversion du syndicalisme"*. Richard expose sa volonté d'aboutir à une agriculture autogérée de type socialiste. Son rapport recueille 43 % des voix et révèle l'existence du mouvement Paysans Travailleurs au sein du CNJA, et pendant deux ans les deux tendances s'affrontent au sein du conseil d'administration.

L'hiver 1972 est marqué par une *"lutte à la base"* des PT de l'ouest : la grève du lait. Ils bloquent les livraisons de lait, refusent la fixation de son prix par le marché et revendiquent une juste rémunération : *"dans le prix du lait, notre salaire !"*. En janvier se tiennent à Orléans les Premières journées nationales Paysans Travailleurs. L'objectif est *"la prise de conscience politique des agriculteurs dominés et exploités par une minorité qui détient l'argent et le pouvoir"*²¹. Les PT optent pour une stratégie

de rupture vis-à-vis de la FNSEA et de distinction à l'égard du MODEF. Ils ne se réclament pas du communisme, *"mais de la tendance révolutionnaire libertaire et gauchiste des années post-68"*²² : le PSU et la GOP²³ seront des espaces de rencontre entre intellectuels et responsables PT. Un an plus tard, les PT s'investissent dans les manifestations du Larzac et soutiennent les paysans locaux contre l'extension du camp militaire. Ils défendent l'autogestion foncière et l'autonomie du paysan. Le 25 août 1973, Lambert lance sur le Larzac : *"Quelque chose de capital vient de changer dans notre histoire : jamais plus les paysans ne seront des Versaillais, jamais plus ils ne s'opposeront à ceux qui veulent changer la société"*.

Les journées de Rennes des 19 et 20 octobre 1974 s'organisent autour d'une plate-forme intitulée : *Paysans Travailleurs, s'unifier et s'organiser vers un syndicalisme de classe*. Les partisans d'une organisation syndicale l'emportent sur ceux qui veulent demeurer un mouvement spontané de luttes : l'Association Nationale des Paysans Travailleurs voit le jour. La rupture avec la FNSEA est consommée. *"Il s'agit désormais d'inventer une démocratie syndicale autour de trois mots d'ordre : autonomie, contrôle, refus. Autonomie des régions qui doivent dialoguer avec les paysans en lutte, contrôle du collectif national par les régions et les comités de défense créés à la base, refus de participer à la gestion des organisations agricoles traditionnelles"*²⁴. Des syndicats PT se créent dans plusieurs départements de l'ouest. Ailleurs, on préfère se maintenir à l'intérieur des FDSEA et CDJA non alignés redoutant une dérive idéologique. De nombreux progressistes, souvent des anciens de

la JAC, craignent une forme de tutelle avec l'arrivée de non-agriculteurs (chercheurs, enseignants, salariés des organisations) qui se retrouvent d'abord dans l'orientation gauchiste. Ils choisissent de rester à l'intérieur des structures du syndicalisme dominant pour y occuper des positions et garder le contact avec le plus grand nombre de paysans : ils croient davantage à un syndicalisme de masse qu'à un syndicalisme de classe. Les organisations professionnelles dont ils détiennent les directions comme la Fédération nationale porcine (Thareau et Lefur) et la Section nationale des fermiers et métayers (Abéguillé et Lesaux) deviennent des lieux de contre-pouvoirs à la FNSEA.

1976-1981 : désaccords stratégiques et début de dépolitisation

Les paysans restés dans l'opposition interne poursuivent une démarche de contre-programme à la politique agricole et deviennent majoritaires dans quelques FDSEA (Puy-de-Dôme, Loire, Loire-Atlantique, Mayenne) qui, exclues de la FNSEA, se regroupent sous l'appellation *Inter-départementale*. Ils préparent une cogestion de gauche dans l'optique d'une victoire du Programme commun aux législatives de 1978. Certains, comme Bernard Thareau, participent aux travaux de la Commission nationale agricole du PS.

De son côté, dans ce contexte d'une probable alternance politique, la jeune organisation PT, divisée "*en chapelles à forte coloration politique*"²⁵, ne parvient pas à dégager une ligne syndicale : stratégie révolutionnaire ou réformiste ?, quelle attitude vis-à-vis des pouvoirs publics ? Cette "*mosaïque d'idéologies*

concurrentes et de stratégies opposées"²⁶ va conduire à l'éclatement des PT. Aux journées de Poissy (27 et 28 février 1976) trois courants s'affrontent. Le premier veut poursuivre le combat révolutionnaire à l'écart du jeu politique et dénonce une dérive réformiste du mouvement. Le deuxième surveille l'évolution de l'Union de la gauche et se prononce en faveur d'alliances utiles en cas d'alternance. Quant au troisième, il tente de concilier les deux positions extrêmes. La scission se produit le 28 septembre 1977 sur les clivages de Poissy. À côté des PT apparaît le Mouvement Syndical des Travailleurs Paysans (MSTP) qui fédère des familles syndicales diverses : aux ex-PT viennent s'ajouter le MONATAR (scission de la FNSEA en 1975), le MIVOC (syndicat de viticulteurs du Languedoc) et des organisations autonomes. Le MSTP entend être un syndicat de "*paysans en lutte*" sans lien avec des mouvements révolutionnaires, à la différence des PT. Un mois plus tard, ces derniers tiennent à Fontenay de nouvelles journées nationales sur le thème : *Réorganisation de Paysans Travailleurs après la scission*. Le syndicat procède à une autocritique et reconnaît que le mouvement a passé trop de temps à théoriser. Il est décidé que la ligne doit se définir à l'intérieur du mouvement par les paysans plutôt qu'à l'extérieur par des militants politiques, et qu'elle doit se recentrer sur la défense des paysans victimes de la crise économique. Après l'échec de la gauche en 1978, le champ syndical demeure dominé par le syndicalisme FNSEA/CNJA qui reçoit l'intégralité des subventions publiques. Avec la naissance du MSTP et la réorganisation des PT, "*le pragmatisme l'emporte sur le discours [et] le réformisme sur la révolution*"²⁷ : une étape dans la dépolitisation est franchie.

1981-1987 : accélération et cristallisation du processus²⁸

C'est dans ce contexte de déclin des idéologies gauchistes et de rejet des intellectuels politisés que s'ouvre une conjoncture permettant la production d'une nouvelle idéologie paysanne et l'apparition de la Confédération paysanne. Cette nouvelle conjoncture, inédite à partir de 1981 et créatrice de situations et d'opportunités, permettra la formation d'un *champ multi-organisationnel* facilitant une nouvelle *rencontre*²⁹ entre les catégories savante et militante pour faire émerger une *nouvelle expertise* agricole : nouvelle identité collective et nouvelles pratiques du métier. La rencontre, entre des dirigeants paysans du mouvement progressiste et des non paysans experts/spécialistes des questions agricoles, et rendue possible par la modification de la structure des opportunités/contraintes politiques, va accélérer la *conversion* de ces acteurs/agents à une idéologie pragmatique. L'arrivée de la gauche au pouvoir et la reconnaissance du pluralisme syndical permettent l'apparition d'un nouvel espace d'identification (*libération cognitive*³⁰) favorable aux syndicats progressistes, qui va se rétrécir avec le retour de la FNSEA dans le jeu syndical, puis la victoire de la droite. C'est suite à cette période qui va d'une conjoncture d'opportunités à une conjoncture de crise qu'apparaît la CP en 1987.

Le politiste Pierre Muller, auteur d'une thèse³¹ en 1980 sur la politique agricole entre 1945 et 1965, a qualifié rétrospectivement, dans *Alternatives paysannes* (revue militante apparue en juillet 1981), les premières années de la gauche au

pouvoir de "*piège de l'état de grâce*"³² pour le mouvement progressiste paysan. Ces années (1981-1983) sont celles d'une grande effervescence au sein du mouvement progressiste qui attend un changement de politique agricole. "*En 81, l'arrivée de la gauche a constitué comme un appel d'air fantastique*"³³, se souvient un ancien responsable syndical proche de Bernard Lambert. Deux nouveaux syndicats apparaissent, selon une logique de rassemblement : en juin 1981, la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP) qui regroupe les anciens PT et TP, et des syndicats locaux (les Paysans meusiens, le Syndicat montagne, les Paysans de Savoie), et en avril 1982 la Fondation nationale des syndicats de paysans (FNSP) qui fédère des FDSEA dissidentes et proches du PS. Ils obtiennent d'Édith Cresson, ministre de l'Agriculture, la reconnaissance de leur représentativité syndicale : phénomène de "*décorporatisation*"³⁴. Un champ multi-organisationnel (associations, revues, experts) se constitue autour et avec la CNSTP et la FNSP. Entre mai 1982 et février 1983 se tiennent les États généraux du développement agricole (EGDA), à l'initiative d'Édith Cresson et auxquels la FNSEA ne prend pas part. Ils servent de forum pour l'expression d'alternatives. Des idées nouvelles circulent entre experts, syndicalistes et paysans. La clôture des EGDA est l'occasion de diffuser un manifeste, *Campagnes et Société*, élaboré par des groupes locaux³⁵, des experts et des paysans qui fondent le réseau RELIER. Parmi ses signataires, on trouve l'économiste de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et animateur de la revue *Nouvelles Campagnes* Gilles Allaire, le politiste membre du CEP de l'Isère et de la revue *Alternatives paysannes* Pierre

Muller, le chercheur François Pernet (*Alternatives paysannes*), des paysans membres de syndicats et d'associations comme le Centre d'initiatives rurales (CIR) et Peuple et Culture. Le CIR regroupe sur le Larzac des paysans néo-ruraux comme José Bové (CNSTP, revue *Gardarem lo Larzac*), Alice Monier (CNSTP, *Gardarem lo Larzac*), Alain Desjardin (ancien de la GOP, CNSTP) et des paysans originaires du plateau (Léon Maillé, Marie-Jo Mathey).

L'année 1983 sera celle du désenchantement pour le mouvement progressiste puisque le pouvoir socialiste, sous la pression du syndicalisme majoritaire, retire son soutien aux deux syndicats, réintègre la FNSEA et rétablit la cogestion (recorporatisation). Par deux fois la FNSEA a fait la démonstration de sa force : le 23 mars 1982 en mobilisant 100 000 agriculteurs à Paris contre le gouvernement³⁶ et le 28 janvier 1983 en remportant les élections aux Chambres d'agriculture avec près de 65 % des voix quand CNSTP et FNSP recueillent ensemble 23 %. Dans ces conditions, "les socialistes ont décidé de tourner la page et de reprendre la cogestion avec la FNSEA"³⁷. Le nouveau ministre Michel Rocard revient sur le pluralisme syndical et sur la réforme du développement agricole entreprise par Édith Cresson. Les différentes composantes du champ multi-organisationnel actives aux EGDA se mobilisent et lancent, à l'initiative du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), un appel intitulé *Deux ans après : la dynamique des EGDA en danger !*. Il sera signé par des responsables de la CNSTP et de la FNSP et par des experts, parmi lesquels Françoise Bourquelot (EHESS, *Nouvelles campagnes*), Marcel Jollivet (CNRS), François Pernet (INRA, CEP Isère, *Alternatives paysannes*).

Le retrait du soutien du pouvoir plonge le mouvement progressiste dans une situation difficile qui favorise le rapprochement entre CNSTP et FNSP, mais aussi entre ces deux syndicats et le champ alternatif : syndicalistes, experts, paysans et ruraux se rencontrent et échangent des idées à partir d'expériences locales "d'agricultures différentes"³⁸. Par exemple, en juin 1984 a lieu à Rennes un colloque organisé par la revue *Nouvelles campagnes* sur le thème de la coopération où sont présents des syndicalistes CNSTP, FNSP, MODEF, des animateurs d'associations et des chercheurs en sciences sociales. Un autre a lieu en septembre 1985 à l'initiative de l'Association Bernard Lambert avec un débat sur "les procédés alternatifs", en présence de chercheurs, d'ingénieurs agronomes, d'avocats, de paysans et de journalistes. Des rencontres ont également lieu directement sur le terrain entre paysans et chercheurs, comme celle de 1984 où Gilles Allaire (INRA, *Nouvelles campagnes*) et Pierre Muller (CNRS, *Alternatives paysannes*) viennent sur le Larzac rencontrer des paysans pour réfléchir ensemble sur l'agriculture, le tourisme rural et la valorisation directe des produits. Dans le n°16 de la revue *Alternatives paysannes*, on peut lire à propos de ces journées : "l'objectif est de réunir des agriculteurs et des intellectuels sur des lieux où les problèmes se posent à chaud, où les contradictions se vivent sur le terrain, pour chercher la signification plus globale de ces expériences". Les chercheurs offrent ainsi des "cadres d'interprétation"³⁹ à des paysans prédisposés de par leurs trajectoires sociales à bricoler du neuf. Les ressources politiques du mouvement progressiste ayant diminuées, les syndicats se tournent vers le champ associatif où progres-

sent les réflexions sur des alternatives agricoles.

La victoire de la droite aux élections de mars 1986 va plonger le mouvement progressiste dans une conjoncture de crise qui menace jusqu'à son existence. Le Premier ministre Jacques Chirac nomme François Guillaume, président en exercice de la FNSEA, au poste de ministre de l'Agriculture. Il entend rétablir la cogestion néo-corporatiste qui prévalait avant 1981. Le nouveau ministre met en place les outils nécessaires à la restauration du monopole absolu de la FNSEA : remise en cause de la représentativité des syndicats minoritaires, suppression de leurs subventions, restauration de la Conférence annuelle agricole supprimée en 1982, restauration du scrutin majoritaire aux élections Chambres. Contraints par le retournement de la conjoncture, les deux syndicats en crise accélèrent leur rapprochement en vue de se réunir. Durant l'année 1986, les deux délégations CNSTP et FNSP chargées du rapprochement décident de consulter le mouvement progressiste sur le principe d'une fusion et sur le projet de la nouvelle structure. Elles organisent des *Assises paysannes* pour donner la parole à l'ensemble des acteurs du monde rural. Un Comité d'appel national et un Comité de soutien sont constitués dans lesquels sont présents des non syndiqués membres du MRJC, de *Nouvelles Campagnes*, du CEP de l'Isère, etc. Les idées alternatives entament leur institutionnalisation au sein du syndicalisme progressiste. Elles passent dans le champ syndical à la faveur de ce moment de réflexion initié par un syndicalisme en crise pour la redéfinition de son identité stratégique. Ces idées et ces pratiques sont déjà connues de militants syndicaux qui font partie de groupes locaux associant experts et

paysans : ces derniers, de part leurs multiples positions occupées dans le champ multi-organisationnel, vont servir de passeurs et les importer dans le nouveau syndicalisme. Les *Assises paysannes* sont clôturées à Bondy les 17 et 18 mars 1987 et donnent naissance à "*l'agriculture paysanne*" et à la Confédération paysanne.

Ce syndicat propose une expertise nouvelle du monde rural sur la base de pratiques élaborées avec le soutien de spécialistes. Ce modèle s'appuie sur un nouveau référentiel identitaire et professionnel : un paysan autonome, solidaire de la société, acteur du développement local et de la protection de l'environnement. Certaines des valeurs fondatrices de l'agriculture paysanne (écologie, ruralité, territoire, solidarité) sont des valeurs redécouvertes. Si elles impliquent une référence à un âge d'or révolu de la vie à la campagne, l'idéologie n'est pas nostalgique⁴⁰ puisqu'elle adapte ce passé à la critique du productivisme (modernité) pour proposer un modèle alternatif (post-modernité).

Diffusion de la nouvelle idéologie dans et hors du champ syndical

L'apparition du projet d'agriculture paysanne de la CP traduit une première étape de la pénétration d'une nouvelle idéologie selon un processus plus complexe et plus diffus que pour la précédente idéologie⁴¹. Désormais, la nouvelle idéologie agit sur les politiques agricoles et le discours des organisations professionnelles, y compris celles du syndicalisme dominant.

Depuis une dizaine d'années, la FNSEA a modifié

son discours pour l'adapter à la nouvelle idéologie et répliquer dans le champ syndical à son adversaire, en avance dans l'usage de l'alternative. En 1993, la FNSEA donne naissance au Forum pour une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement (Farre). "L'agriculture raisonnée", définie comme "un état d'esprit auquel adhère l'agriculteur"⁴², entend s'adapter aux "critères du développement durable" en prenant "en compte de manière équilibrée les objectifs des producteurs, les attentes des consommateurs et le respect de l'environnement". Alors qu'elle contribua, grâce à son monopole de la représentation, à diffuser dans le monde agricole le référentiel identitaire de l'agriculteur-entrepreneur, la FNSEA participe aujourd'hui à la réhabilitation du terme de *paysan* qu'elle a repris, comme en témoigne son slogan au Salon de l'Agriculture 2003 ("*Pas d'agriculture sans paysans, pas de paysans sans revenus, pas de revenus sans prix*"), ou l'ouvrage de son ancien président (1992-2001) Luc Guyau : *Le défi paysan* (2000). Ce changement d'orientation constitue plus une adaptation stratégique qu'une réelle conversion.

Dans la préface à la dernière édition du *Larousse agricole*, paru en 2002, Marcel Mazoyer, professeur d'agriculture comparée à l'INRA, précise : "tous les 30 ans environ, au moment où le visage de l'agriculture française change radicalement, un nouveau Larousse agricole paraît". L'apparition d'une nouvelle agriculture précéderait donc la sortie d'une nouvelle édition de l'ouvrage de référence que constitue, depuis 1921, le *Larousse agricole*. Ce dictionnaire est un ouvrage savant⁴³ qui s'adresse aux initiés et aux profanes, il permet de comprendre une certaine

agriculture, traduction d'une nouvelle idéologie paysanne déjà à l'œuvre, en même temps qu'il participe de sa diffusion. Marcel Mazoyer rappelle lui-même dans l'édition 2002 que la précédente édition de 1981 "se donnait pour objectif clair d'être le reflet d'une agriculture de marché, productiviste, axée sur les débouchés économiques mondiaux, bénéficiant des multiples progrès scientifiques et techniques du moment". L'édition de 1981 reflétait et projetait une vision de l'agriculture produite par l'idéologie moderniste "fondée non plus sur le rapport au terroir mais sur la compétence technique"⁴⁴ et l'efficacité économique. "La fin des paysans"⁴⁵ acquise, la dénomination même de "paysan" devait s'effacer au profit du référentiel identitaire, plus valorisant, de chef d'exploitation⁴⁶. Le *Larousse 2002* donne une autre vision de l'agriculture : au-delà de son sous-titre signifiant, "le monde paysan au XXI^e siècle", il traduit une "repaysannisation" de l'agriculture et du monde rural⁴⁷. La précédente édition est remaniée comme en témoignent certaines des entrées de 2002 : *sécurité alimentaire, bien-être animal, pollution, agriculture biologique, agriculture raisonnée*, etc. La nouveauté de l'édition 2002 se situe dans l'apparition de nouvelles pratiques agricoles et d'une vision critique du productivisme des années 1970 totalement absente en 1981⁴⁸. La dernière édition du *Larousse agricole* redéfinit l'agriculture à partir de la défense de l'environnement, l'aménagement du territoire et la préservation de la ruralité. Elle lui confère une mission qualitative (qualité de l'eau, des sols, des produits, entretien de l'espace) quand la précédente se fondait sur la seule dimension quantitative, dimension encore présente du fait de l'enracinement et de l'efficacité

de l'ancienne idéologie moderniste. Nous sommes donc en pleine transition idéologique avec des transactions et des alliances entre ancienne et nouvelle idéologie. Le *Larousse agricole 2002* est un médiateur supplémentaire de cette nouvelle idéologie paysanne, laquelle est le produit d'un long processus socio-historique inachevé et commun à celui qui a permis l'émergence de la Confédération paysanne.

N · O · T · E · S

1. Sur l'efficacité symbolique du "mythe de l'unité paysanne", voir Rose-Marie Lagrave, "La force d'un mythe", *Annales ESC*, n°1, 1993, p.121. Sur la domination de la classe paysanne et la production d'une identité collective conforme aux intérêts d'une élite, voir Pierre Bourdieu, "Une classe objet", *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Seuil, 2002, pp.249-259 ; et Sylvain Maresca, *Les dirigeants paysans*, Paris, Minuit, 1982.
2. Aux dernières élections aux chambres d'agriculture de janvier 2001, la FNSEA a obtenu 53,5 % des voix contre près de 28 % à la CP. La FNSEA dirige 85 chambres d'agriculture.
3. La bipolarisation est à relativiser du fait du maintien du MODEF (3% des voix en 2001) et de l'existence de la Coordination rurale (12 %) comme organisation conservatrice.
4. Voir Bernard Lambert, *30 ans de syndicalisme paysan*, Quimperlé, La Digitale, 1988. Les auteurs rendent compte de l'histoire du mouvement progressiste à travers la trajectoire de Lambert. En cédant à la double "illusion héroïque et biographique", ils contribuent à la construction d'un héritage.
5. Voir *Naissance de la Confédération paysanne, éléments d'histoire*, 1999, 78 p. Il s'agit d'un document rédigé par des anciens du syndicat pour les nouveaux.
6. En s'inscrivant dans la lignée des syndicats progressistes, la CP se fabrique une "identité stratégique" : elle se positionne dans le champ comme un adversaire de la FNSEA.
7. Sur cette politique de modernisation du secteur agricole, voir Pierre Muller, *Le Technocrate et le Paysan. Essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture de 1945 à nos jours*, Paris, éd. ouvrières, 1984.

8. Selon Nathalie Duclos cette "stratégie de distinction [s'explique par] l'entrée tardive [du courant progressiste paysan] dans le champ syndical", dans *Les violences paysannes sous la Ve République*, Paris, Economica, 1998.
9. Bertrand Hervieu et Rose-Marie Lagrave (sous la dir. de), *Les syndicats agricoles en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 95.
10. Lagrave, "La force d'un mythe", *op. cit.*, p. 122.
11. Sur le lien entre le syndicalisme agricole et les partis gaullistes, voir Bernard Bruneteau, *Les paysans dans l'Etat. Le gaullisme et le syndicalisme agricole sous la Ve République*, Paris, L'Harmattan, 1994.
12. Dominique Allan-Michaud, *L'avenir de la société alternative*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 34.
13. Voir Bourquelot, Colson et Nallet, *La JAC et la modernisation de l'agriculture*, Paris, Rivière, 1980.
14. Ces divergences de trajectoires s'expliquent par la distribution des propriétés sociales : exploitations agricoles plus petites et capital économique plus faible pour les contestataires.
15. M. Debatisse, *La Révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.
16. Lagrave, "La force d'un mythe", *op. cit.*, p. 125.
17. Lagrave, "Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNNSP)", dans *Les agriculteurs et la politique*, PFNSP, Paris, 1990, p. 356.
18. B. Thareau est à cette époque responsable syndical de Loire-Atlantique.
19. "Avant la Confédération paysanne", *Campagnes solidaires*, avril 1997.
20. "Pluralisme reconnu, pluralisme contesté", *Les agriculteurs et la politique*, *op. cit.*, p. 332.
21. *Un syndicalisme de paysans travailleurs. Pourquoi ? Comment ?*, Journées d'Orléans, janvier 1972.
22. Lagrave, "Les gauches syndicales", *op. cit.*, p. 359.
23. La GOP est issue d'une fraction gauchiste du PSU en 1972.
24. Lagrave, "Les gauches syndicales", *op. cit.*, p. 360.
25. Hervieu, Lagrave, *op. cit.*, p. 106.
26. Lagrave, "Unité et pluralisme dans le syndicalisme agricole français", *op. cit.*, p. 125.
27. Lagrave, "Les gauches paysannes", *op. cit.*, p. 363.
28. Voir Samuel Deguara, *Les conditions d'émergence d'un nouveau syndicat : la Confédération paysanne (1981-1987)*, DEA science politique, Université Paris X-Nanterre, 2000.
29. "La probabilité que telles ou telles personnes se rencontrent dépend de facteurs macrostructureaux comme l'appartenance à une classe, à un sexe, à une organisation.", Olivier Fillieule, *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 36.
30. "La libération cognitive désigne des événements ou des modifications de conditions qui soudainement font sens aux yeux des agents", *Ibid.*, p. 40.
31. Pierre Muller, *La genèse et l'élaboration d'une nouvelle politique agricole (1945-1965)*, thèse science politique, Grenoble, 1980.
32. Pierre Muller, "Quelle politique agricole ?", *Alternatives paysannes*, n°23, mai-juin 1985.
33. Entretien avec Paul Bonhommeau, 6 juin 2000.
34. John T.S. Keeler, *The Politics of Neocorporatism in France. Farmers, the State and Agricultural policy-making in the Fifth Republic*, Oxford University Press, New York, 1987.
35. Ces groupes sont situés dans des "zones difficiles" où l'agriculture intensive n'est pas possible, ce qui les amène à penser autrement l'agriculture.
36. Pour une analyse de cette manifestation, voir Patrick Champagne, "La manifestation", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52/53, 1984.
37. Entretien avec Zéphirin Espagne, ancien responsable FNNSP, 29 juin 2000.
38. Titre d'un article de Pierre Muller paru en 1984 dans la revue *Autogestions*, n° 16, pp. 65-72.

39. Erving Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minit, 1991.

40. Argument de ses adversaires pour tenter de la disqualifier aux yeux de la profession.

41. Pierre Muller, "Comment les idées deviennent-elles politiques ? La naissance d'une nouvelle idéologie paysanne en France (1945-1965)", *RFSP*, n° 1, 1982, pp. 90-108.

42. <http://www.farre.org>

43. Il est rédigé par des universitaires et des chercheurs (INRA pour la plupart).

44. Bruno Jobert, Pierre Muller, *L'État en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF, 1987, p. 86.

45. Titre de l'ouvrage du sociologue Henri Mendras (1970).

46. Sur la crise des valeurs paysannes comme crise de l'identité sociale du paysan, voir Patrick Champagne, *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie (1950-2000)*, Paris, Seuil, 2002. L'auteur revient sur ce processus de "dépayannisation des campagnes" (pp. 60-65).

47. "C'est officiel, paysan n'est plus plouc. Le terme ancestral, délaissé depuis l'après-guerre au profit des plus modernes exploitant ou producteur, est remis au goût du jour par le Larousse agricole 2002.", *Le Monde*, 5 novembre 2002.

48. Sur le contexte idéologique de la fin des années 1970, voici ce qu'écrit Patrick Champagne : "Je me souviens de discussions, dans les années 1970, avec mes collègues économistes de l'INRA, lesquels ne voyaient pas pourquoi il aurait fallu priver le monde agricole des bienfaits du productivisme, censé apporter avec lui des revenus plus élevés et un mode de vie plus moderne, c'est-à-dire plus proche du leur. Dans un tel contexte, les rares agronomes qui, dès cette époque, s'inquiétaient des pollutions agricoles et dénonçaient les atteintes à l'environnement –thèmes devenus

omniprésents aujourd'hui – n'étaient guère écoutés.", *L'héritage refusé*, op. cit., p.11.